

# La justice s'acharne sur les jeunes révolutionnaires tunisiens

Trois ans et demi après la chute du régime de Ben Ali, plus de 130 procès impliquant des dizaines de participants aux manifestations sont en cours

## Reportage

Thala, Menzel Bouzaiane, Ksibet (Tunisie)  
Envoyée spéciale

Safouane Bouaziz avait 27 ans quand, le 24 décembre 2010, ce mince jeune homme a lancé le célèbre slogan du soulèvement tunisien « *Achaab yourid iskat annidham* » (le peuple veut la chute du gouvernement). Il sera confronté aux juges mardi 17 juin, à Sidi Bouzid, berceau de la révolution. Le même jour, à Kasserine, autre chef-lieu emblématique du « printemps arabe », un verdict devrait être prononcé contre Issam Amri, frère de Mohamed, 18 ans, tué par balle à Thala le 8 janvier 2011. Trois ans et demi après la chu-

Dans les villes de la révolution, rien n'a changé. Le chômage et la misère prolifèrent, les routes sont toujours défoncées

te du régime de Zine El-Abidine Ben Ali, plus de 130 procès, impliquant des dizaines de jeunes qui ont participé à la révolution tunisienne, sont en cours.

Alors que la Tunisie vient de mettre en place le 9 juin, l'Instance Vérité et Dignité chargée de recenser et d'indemniser les victimes des régimes Bourguiba et Ben Ali depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1955, les poursuites judiciaires se multiplient contre ces jeunes, accusés de violences et d'incendie contre des postes de police. Sous la pression des familles qui ont mené une grève de la faim, l'Assemblée nationale constituante a voté, le 2 juin, une loi d'amnistie



Safouane Bouaziz, 30 ans, figure de la contestation anti-Ben Ali en 2010-2011, montre deux de ses quatre convocations à la justice, le 13 juin à son domicile de Menzel Bouzaiane, dans le centre de la Tunisie. NICOLAS FAUCUÉ POUR « LE MONDE »

pour la période du 17 décembre 2010, date du début du soulèvement, au 28 février 2011. Or, les affrontements se sont poursuivis bien après. Mises en lumière par l'arrestation le 13 mai du blogueur Azyz Amami – relaxé depuis – et l'un des principaux animateurs de l'appel « *Moi aussi j'ai brûlé un poste de police* », ces poursuites ne retiennent l'attention d'aucun parti. « *Leur cause n'est plus une cause*

*nationale*, dénonce Charfeddine El Kellil, l'avocat des jeunes qui sillonne le pays pour les défendre. Il y aura encore d'autres procès pour que ces gens-là se taisent parce que le système veut tourner la page. » « *L'amnistie est rédigée en termes flous qui laissent toutes les interprétations au juge*, ajoute-t-il. Pour moi, l'Instance Vérité et Dignité est une machine à clore le débat. »

Dans les villes de la révolution,

rien n'a changé. Le chômage et la misère prolifèrent, les routes sont toujours défoncées. Et les relations entre les jeunes et la police, loin d'emprunter le chemin de la réconciliation, se sont encore dégradées. « *Avant la révolution, je n'avais jamais connu la prison, depuis, j'y suis allé six fois* », soupire Issam Amri, 32 ans.

Au chômage quand il n'effectue pas quelques travaux agricoles, il a suivi mois après mois les vingt-six audiences des tribunaux militaires chargés d'enquêter sur les 319 morts et 3069 blessés de la révolution. Il a assisté la rage au cœur à la libération de la quasi-totalité des anciens dignitaires du régime Ben Ali. Le dernier, Ali Serati, ex-directeur de la garde présidentielle est sorti le 17 mai. Condamné à vingt ans de prison à Tunis, l'ex-responsable sécuritaire, qui a bénéficié d'un non-lieu dans l'affaire des martyrs de Kasserine, a vu sa peine réduite à trois ans et le chef d'accusation requalifié en « *non-assistance à personne en danger* ».

La même décision a été appliquée au responsable de la sécurité de Thala, petite commune proche de Kasserine, où six jeunes ont été tués en janvier 2011. Alors quand un autre de ses frères, Khaled, a de nouveau été interpellé en mai par la police, Issam est allé le chercher et une bagarre a éclaté. Poursuivi

pour « *outrage à fonctionnaire, diffamation, ébriété manifeste et atteinte aux bonnes mœurs* », il est aussi concerné avec 23 autres jeunes, dans un dossier en cours d'instruction, pour l'attaque d'un poste de police le 25 novembre 2011. « *Après la révolution, on a cru que quelque chose allait changer, qu'il y aurait une rupture, mais c'est tout le contraire*, constate avec amertume Helmi Cheniti, frère de l'un des

« Avant la révolution, je n'avais jamais connu la prison, depuis, j'y suis allé six fois »

Issam Amri  
frère de l'un des « martyrs » de Thala

« martyrs » de Thala. Quand je serai mort, je laisserai une boîte aux lettres sur ma tombe pour que l'on me tienne au courant de la justice. »

A soixante kilomètres de Sidi Bouzid, à Menzel Bouzaiane, Safouane Bouaziz, chômeur, est poursuivi dans quatre affaires, pour « *atteinte au drapeau, menaces contre fonctionnaire, atteinte aux bonnes mœurs, association de malfaiteurs* », ainsi que pour l'incendie d'un poste de police après l'assassinat, le 25 juillet 2013, du

député Mohamed Brahmi. « *J'aurais pu y participer, j'aurais aimé même, je l'ai dit au juge, mais je n'y étais pas* », assure le jeune homme. Comme Issam et bien d'autre, Safouane a participé à toutes les manifestations d'avant et après la révolution, notamment celles de février 2011, qui ont fait tomber le premier gouvernement de la transition. Aujourd'hui, ces jeunes se sentent « *harcelés* » par des policiers qui, selon eux, « *ne pensent qu'à se venger* » et « *produisent des PV falsifiés et de faux témoignages* ». En réaction, sur le mur en face du poste de la garde nationale de Menzel Bouzaiane, une main a écrit : « *Vous revenez, on revient.* »

A Ksibet, près de Monastir, ce sont 24 jeunes qui sont confrontés à la justice après l'incendie d'un poste de police dans la nuit qui a suivi l'assassinat, le 6 février 2013, de l'opposant Chokri Belaïd. Aussitôt interpellés, sept d'entre eux ont été placés en détention provisoire pendant sept à treize mois. Dix-neuf autres ont été laissés en liberté, dont cinq considérés en fuite. Leur procès est prévu le 10 juillet.

Tous reconnaissent des jets de pierre contre des gaz lacrymogènes mais accusent la police d'avoir délibérément mis le feu à leur local pour les mettre en cause. « *Les flics nous détestent parce qu'en 2011, nous avons participé à la révolution. Ils veulent leur revanche*, assure Mohamed Ben Ouannès Lagha, 29 ans, l'un des recherchés. *Quand ils ont disparu, c'est pourtant nous qui avons gardé la ville et la municipalité pour la protéger.* » Mohamed Ali Mezhoud, 25 ans, qui s'était présenté spontanément à la police, a passé treize mois en détention provisoire. « *Je veux faire la paix mais pour la police, être amis, cela veut dire devenir leur indicateur, comme avant* », témoigne-t-il.

« *Sous pression* » comme ils disent, ces jeunes de la révolution ne sont pas les seuls à avoir des démêlés avec la justice. Tous les mouvements sociaux sont désormais dans le viseur des autorités. Il y a peu, Nidhal Ouerfelli, porte-parole du gouvernement, a insisté sur le besoin de stabilité du pays. « *Aucun sit-in ne sera toléré et la loi à ce sujet sera appliquée sévèrement* », a-t-il déclaré le 4 mai à propos du bassin minier. Dans le hameau d'El Berka, au bout de cette région déshéritée proche de la frontière algérienne, quinze familles en conflit avec la Compagnie générale des phosphates, désespèrent. Après un sit-in mouvementé avec la police, dont les habitants contestent la version selon leur porte-parole Badreddine Ben Ali Souidi, un agriculteur, treize hommes ont été condamnés le 21 mai en leur absence par le tribunal de Gafsa à dix ans de prison. ■

ISABELLE MANDRAUD

## AQMI revendique une attaque et menace

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis le changement de régime en 2011, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) revendique une action en Tunisie. Dans un communiqué publié vendredi 13 juin sur son site Al-Andalous, l'organisation djihadiste s'attribue l'attaque du domicile du ministre de l'intérieur, Lotfi Ben Jeddou, à Kasserine, au centre du pays, non loin de la frontière algérienne. Dans la nuit du 27 au 28 mai, un commando armé avait ouvert le feu pendant de longues minutes. Quatre policiers en faction étaient morts. Le ministre, ancien procureur de la ville, ne se trouvait alors pas chez lui, mais à Tunis.

« *Un groupe de lions de Kairouan [ville sainte de l'islam en Tunisie] est parti pour couper la*

*tête du criminel Lotfi Ben Jeddou chez lui (...), et Dieu leur a permis de tuer un nombre de ses gardes personnels et d'en blesser d'autres et de leur prendre leurs armes* », clame AQMI dans son communiqué, ajoutant : « *Si ce criminel l'a échappé belle cette fois, il n'en rattrapera pas la prochaine.* »

### « Lions de l'islam »

Pour la première fois aussi, AQMI admet des liens directs avec les djihadistes pourchassés depuis des mois par l'armée sur le mont Chaambi, qui surplombe Kasserine. Plus d'une vingtaine de militaires y ont été tués depuis 2012. « *L'armée tunisienne a mené des opérations militaires contre nos militants du mont Chaambi, ce qui a obligé les lions de l'islam à*

*frapper une colonne militaire* », affirme AQMI, tout en dénonçant « *une campagne aveugle d'arrestations contre nos jeunes* » et le classement parmi les groupes terroristes de la formation islamiste radicale Ansar Al-Charia. Et AQMI menace : « *Entrer en guerre ouverte contre l'islam et ses partisans pour plaire aux Etats-Unis, à la France et à l'Algérie, se paye cher.* »

Rached Ghannouchi, le président du parti islamiste Ennahda au pouvoir après la révolution de 2011 jusqu'en janvier, a annulé, le 13 juin, un déplacement à Jendouba après avoir reçu des menaces de mort. La veille, le ministère de l'intérieur avait annoncé la mort de « *deux terroristes* », tués dans la ville par la garde nationale. ■

I.M.

## La réélection du président colombien sauve le processus de paix avec les guérillas

Juan Manuel Santos a obtenu la majorité des voix, dimanche 15 juin, face à son adversaire, Oscar Ivan Zuluaga, opposant aux pourparlers

Bogota  
Correspondante

Partisan de négocier la paix avec les guérillas de son pays, le président colombien Juan Manuel Santos (centre droit) a été réélu dimanche 15 juin avec 50,95% des voix, contre 45% pour Oscar Ivan Zuluaga, virulent détracteur des pourparlers de paix en cours. Le vote blanc, que le système électoral colombien fait apparaître dans les résultats définitifs, a recueilli 4,03% des suffrages. En baisse par rapport au premier tour, l'abstention a encore atteint 52,11%.

Les matches de la Coupe du monde de football faisaient craindre une participation encore plus faible. La victoire de la Colombie, samedi, aurait-elle contribué à dynamiser les électeurs ? Au siège de campagne de Juan Manuel San-

tos, dimanche soir, personne n'en doutait. « *La paix a remporté le match du jour* », s'est réjoui Diego Tovar, étudiant de 24 ans. « *La paix, la paix, nous voulons la paix* », ont scandé les centaines de sympathisants venus fêter la victoire de leur candidat.

Les résultats définitifs ont été donnés moins d'une heure après la fermeture des bureaux de vote. Dehors, les klaxons de la capitale fêtaient avec entrain le triomphe, qu'il soit sportif ou politique.

Au pouvoir depuis 2010, Juan Manuel Santos a misé tout son capital politique sur les négociations de paix engagées avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) fin 2012. Les FARC comptent aujourd'hui 8 000 hommes en armes, moitié moins qu'il y a douze ans. Cinq jours avant le deuxième tour du scrutin, le prési-

dent Santos annonçait l'ouverture de pourparlers officiels avec la deuxième guérilla du pays, l'Armée de libération nationale (ELN). Les combattants « *elenos* » sont environ 1 200, de source officielle.

### « Le plus pur des traîtres »

Juan Manuel Santos a remercié les 7,8 millions de Colombiens ayant voté pour lui (sur un total de 33 millions d'électeurs potentiels) et « *qui ont décidé de troquer la peur pour l'espoir* ». Le président réélu a reconnu que les pourparlers avec la guérilla « *ne sont pas faciles et ne le seront pas* ». « *Il y aura toujours des obstacles et des ennemis. Mais il n'y aura pas d'impunité et la paix sera juste* », a-t-il poursuivi.

Au cours de la campagne, Oscar Ivan Zuluaga a défendu « *une paix sans impunité* », en menaçant de rompre le processus de paix si les

FARC n'acceptaient pas ses conditions. Inconnu du public il y a encore six mois, M. Zuluaga a été propulsé sur la scène politique par l'ex-président Alvaro Uribe (2002-2010), qui s'était juré d'en découdre avec les FARC. Faute de pouvoir briguer un troisième mandat, M. Uribe a décidé de créer son parti (le Centre démocratique) et de lancer son candidat. D'un naturel affable, M. Zuluaga a opté pour une fin de campagne agressive qui ne semble pas lui avoir profité dans les urnes. « *L'unité a triomphé. C'est le moment de travailler pour la justice sociale, de nous regrouper autour d'un objectif commun, la paix* », a lancé le président réélu.

L'unité ? A écouter les perdants du jour, il est permis d'en douter. Certes, Oscar Ivan Zuluaga a reconnu sa défaite et félicité « *par devoir démocratique* » le président réélu.

Mais au siège de la campagne la déception est lourde. La mine triste, les « *zuluaguistes* » considèrent que la course à la présidence contre un président en poste est « *trop inégale* » et ils s'inquiètent de voir le pays tomber à terme aux mains des communistes.

Les accusations contre le chef de l'Etat ont de quoi faire sourire. Fils de très bonne famille, élevé dans les allées du pouvoir, Juan Manuel Santos, 62 ans, est considéré comme un pur représentant de l'oligarchie colombienne. Ancien ministre de la défense d'Alvaro Uribe, M. Santos s'en est démarqué dès son arrivée au pouvoir, ce qui lui vaut d'être considéré comme « *le plus pur des traîtres* » par les uribistes qui l'avaient élu il y a quatre ans. « *Paradoxalement, Santos doit aujourd'hui sa réélection à la gauche* », explique la députée du Parti

Vert Angela Maria Robledo. Très critique de la politique économique néolibérale du président et de ses pratiques clientélistes, elle a appelé à « *voter pour la paix* » : « *Santos doit maintenant entreprendre les grandes réformes – en matière d'éducation, de santé et de justice – sans lesquelles il n'y a pas de paix possible. En clair, il se doit d'appliquer un programme de gauche. Nous allons le lui rappeler tous les jours.* »

Alvaro Uribe a prononcé dimanche soir un discours très dur. Refusant de reconnaître le résultat des élections, il a accusé M. Santos d'avoir corrompu le scrutin. Selon l'analyste Ramiro Bejarano, M. Uribe, désormais sénateur, « *veut faire savoir que c'est lui le chef de l'opposition et renvoyer M. Zuluaga au placard* ». ■

MARIE DELCAS